

"Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux

Monsieur le président de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire général,

Altesses, Excellences, Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur pour moi de m'adresser à cette auguste assemblée, au nom de l'Algérie nouvelle, tournée vers l'édification d'un régime démocratique à la hauteur des ambitions de son peuple qui a donné un exemple des plus éloquents de la défense des valeurs de liberté et de Justice.

Je tiens, tout d'abord, à présenter mes vœux de succès à M. Volkan Bozkir, qui assure la présidence de notre session en remplacement de M. Tijjani Muhammad-Bande, qui a sagement dirigé la précédente session, saluant à cette occasion les louables efforts du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, M. Antonio Guterres.

Le rôle et les performances de notre organisation, créée au lendemain d'une terrible tragédie humaine, continuent d'osciller entre réussite et échec, à la lumière de défis internationaux multiples et croissants, qui ont mis à nu de nombreux dysfonctionnements dans l'ordre mondial, notamment en la conjoncture sanitaire actuelle.

Monsieur le président,

Notre foi en la nécessité d'une organisation onusienne forte nous incite à réaffirmer l'impératif de faire avancer le dossier de réforme globale de notre organisation, afin d'en améliorer les performances et d'en renforcer la compétence.

A ce propos, l'Algérie réitère son attachement à la position de l'Union africaine (UA), conformément au consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syrte, appelant à la nécessité de parvenir rapidement à des solutions à travers les négociations gouvernementales sur la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité, l'augmentation du nombre de ses membres et d'autres questions y afférentes.

Depuis son adhésion à l'ONU, il y a 58 ans, mon pays s'est employé à défendre la paix et la sécurité internationales en fondant sa politique extérieure sur les principes de promotion des solutions pacifiques aux conflits, de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et de respect de leur souveraineté et de leur unité et du droit des peuples à l'autodétermination et de disposer de leurs ressources

Nous nous enorgueillissons, aujourd'hui, des résultats obtenus, lesquels ont montré que la médiation sincère de la diplomatie algérienne a été déterminante pour le règlement de plusieurs crises épineuses et conflits régionaux et internationaux. Elle continue d'être mobilisée au service de ce noble objectif, dans le respect des résolutions des Nations Unies.

Partant de cette approche, l'Algérie a toujours œuvré au rapprochement entre frères en Libye, les invitant à adhérer de manière constructive au processus politique sous l'égide de l'ONU pour sortir de la crise, conformément à la volonté du peuple libyen et loin de toute ingérence étrangère qui porterait atteinte à sa souveraineté. Se félicitant des deux récentes annonces de cessez-le-feu, l'Algérie invite les parties concernées à les concrétiser, sans délai, sur le terrain.

Par ailleurs, mon pays suit de près la situation délicate au Mali, pays voisin et frère, et aspire à un retour rapide à l'ordre constitutionnel à travers une période de transition consensuelle consacrant la volonté et les aspirations du peuple malien à la sécurité, à la stabilité et au développement.

Mon pays reste convaincu que l'Accord de paix et de réconciliation nationale, issu du processus d'Alger, demeure le cadre idoine pour relever les défis de la gouvernance politique et du

développement économique dans ce pays frère, avec un accompagnement sage et sincère de la communauté internationale.

Concernant la question palestinienne qui reste pour l'Algérie et son peuple, non seulement une cause sacrée, mais également centrale, nous réaffirmons notre soutien indéfectible au peuple palestinien, à sa juste cause et à son droit inaliénable à l'établissement de son Etat indépendant et souverain avec El-Qods écharif pour capitale, partant de notre conviction que son règlement constitue la clé de la stabilité au Moyen-Orient.

S'agissant de la question du Sahara occidental, nous déplorons les obstacles qui entravent son règlement, notamment l'arrêt des négociations entre les deux parties au conflit et les attermoiements dans la désignation d'un nouvel Envoyé onusien pour le Sahara occidental. A cet égard, l'Algérie appelle à l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment l'organisation du référendum d'autodétermination au Sahara occidental, reporté depuis plus de 29 ans, la désignation dans les meilleurs délais d'un Envoyé du Secrétaire général de l'ONU, la relance du processus de négociations entre les deux parties au conflit et la concrétisation des aspirations des peuples du Maghreb arabe et de l'Afrique, au développement et à l'intégration.

Monsieur le Président,

L'Algérie réaffirme son engagement à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent, étant une grave menace pour la paix et le développement de par le monde et appelle à renforcer la coopération internationale en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, en veillant à mettre en œuvre les Conventions internationales y afférentes, notamment en ce qui concerne la récupération des fonds pillés des peuples.

Dans le cadre de son engagement ferme au maintien et à la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, mon pays contribue, activement, aux efforts internationaux en matière de désarmement et d'interdiction de prolifération d'armes.

L'Algérie qui a toujours souffert des conséquences néfastes des explosions nucléaires effectués sur son sol durant l'ère coloniale, est convaincue que l'élimination définitive des armes nucléaires, demeure l'unique garant face à leurs dangers sur l'Humanité.

L'Algérie accorde un intérêt particulier aux questions de l'environnement et réaffirme son respect de ses engagements exprimés dans le cadre des conventions afférentes et déploie un effort national, en dépit de ses ressources limitées, notamment à travers l'introduction des aspects environnementaux dans les politiques générales de l'Etat.

En évoquant la responsabilité historique des pays développés concernant ce dossier, nous réitérons notre appel au renforcement de l'appui technique et financier des pays en voie de développement pour faire face aux dangers environnementaux qui les guettent.

Monsieur le Président,

La femme algérienne qui a, par le passé, participé à la Guerre de libération nationale et à la lutte contre le terrorisme, continue aujourd'hui à jouer un rôle central dans le processus d'édification nationale, un rôle privilégié que l'Algérie a toujours veillé à promouvoir, outre l'intérêt particulier accordé à la jeunesse et à sa participation à la vie publique.

La conjoncture difficile imposée par la pandémie de Covid-19, n'a pas empêché l'Algérie de poursuivre ses efforts pour la concrétisation des Objectifs de développement durable. A cet effet, mon pays est en passe de parachever la mise en place d'un cadre national relatif aux indicateurs de mesure du taux d'avancement de la réalisation des Objectifs de développement durable.

L'agenda 2030 de développement durable sera prochainement introduit dans les Lois de finances annuelles et un cadre juridique sera élaboré pour dynamiser et faciliter le travail de tous les acteurs dans ce domaine.

Monsieur le Président,

L'Algérie avance, aujourd'hui, à pas sûrs vers la consécration des fondements de la démocratie et de l'Etat de droit et de justice sociale, suite au changement démocratique issu d'un Hirak pacifique, civilisé et béni qui a abouti à l'organisation d'une élection présidentielle en décembre 2019, laquelle a consacré la souveraineté du peuple algérien et sa liberté de choix et de décision.

En dépit de la conjoncture sanitaire difficile, l'Algérie a franchi, ces derniers mois, de grands pas dans le processus de réformes politiques et socioéconomiques pour construire une Algérie nouvelle, forte, sécurisée et prospère.

Dans ce contexte, l'Algérie organisera, début novembre prochain, un référendum sur le projet de révision de la Constitution pour jeter les bases d'un régime politique démocratique qui assure la protection des droits et libertés, consacre l'équilibre des pouvoirs et garantit la moralisation de la vie publique.

Le choix de cette date revêt une forte symbolique qui véhicule les hautes valeurs de fidélité aux sacrifices des chouhada qui ont payé de leur vie le prix de la liberté pour que vive l'Algérie libre et indépendante.

Monsieur le Président,

Je voudrai, enfin, vous lancer un appel à l'unité et à la solidarité pour transcender les divergences et faire face à la conjoncture difficile que traverse le monde, pour faire sortir nos pays et nos peuples de la zone à risque et poursuivre ensemble notre marche vers la concrétisation de la stabilité, de la sécurité et du développement. Je vous remercie de votre attention".